

DÉCODER LE MONDE



CHAQUE MOIS, UN SUJET LIÉ À L'ACTUALITÉ DES DROITS HUMAINS OU À L'ÉVOLUTION DE NOS SOCIÉTÉS,
À DISCUTER DANS VOTRE GROUPE AMNESTY.

NOVEMBRE 2024

Une étude de l'ULB souligne la manière dont les campagnes anti-genre ont glissé du religieux au politique pour aujourd'hui être embrassées par la droite traditionnelle et l'extrême droite.

Une idée d'article pour un prochain *DcoD le monde* ? Envie qu'on y aborde telle thématique ?
Adressez propositions et requêtes à acaudron@amnesty.be

LES LOBBYS ANTI-GENRE SONT DE PLUS EN PLUS PUISSANTS EN BELGIQUE

Par Marine Buisson, Le Soir, 1/10/2024

Il y a un peu plus d'un an, au début du mois de septembre 2023, la Belgique se réveillait avec la gueule de bois. Des écoles vandalisées, parfois incendiées, la découverte de tags « NO EVRAS », en rapport à ce dispositif consacré à l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle. Manifestations, actes de vandalisme, intérêt des médias étrangers pour la question ont fait de cet événement le marqueur d'une transformation en Belgique. Un marqueur de la montée en puissance des campagnes anti-genre, d'après une étude de l'ULB. Dirigée par David Paternotte, spécialiste des questions de genre à l'ULB, l'étude, achevée en septembre 2023, révèle l'ampleur prise par les lobbys anti-genre depuis 2022 et leur glissement de la sphère religieuse au politique via les partis issus de la droite traditionnelle et de l'extrême droite.

Que défendent ces lobbys anti-genre ?

Ces campagnes englobent tout un ensemble d'initiatives ou prises de positions contre les droits des femmes, l'égalité de genre, les droits reproductifs ou les droits des lesbiennes, gays, bi, trans (LGBT+). Elles naissent au milieu des

années 2000 et prennent de plus en plus d'ampleur à partir de 2010 jusqu'à aujourd'hui. Portées à la base par des acteurs religieux et/ou de la société civile, elles ont été récupérées par le politique ou parfois par des Etats. La Hongrie, par exemple, a mis en place tout un arsenal législatif visant à restreindre les libertés des personnes LGBT+. En février, un rapport de la branche hongroise d'Amnesty international décrivait les conséquences dramatiques de cette loi qui interdit entre autres « la représentation et la promotion » des « identités de genre et d'orientations sexuelles », notamment dans l'enseignement public, les médias, la publicité et certaines activités commerciales.

L'étude de l'ULB souligne un renouvellement générationnel au sein de ces lobbys anti-genre, qui attirent des sympathisants et sympathisantes de plus en plus jeunes et féminines, mais aussi une tendance à la professionnalisation et à l'insertion dans des réseaux transnationaux.

Que critiquent ces campagnes ?

Principalement la notion de « genre » qualifiée « d'idéologie » ou de « théorie du genre ». « Le "genre" constituerait la matrice intellectuelle à l'origine des lois et des politiques auxquelles ils et elles s'opposent : avortement, contraception, mariages entre personnes de même genre, droits des personnes trans, divorce, éducation au genre et à la sexualité, études de genre, euthanasie... », déclinent les auteurs et autrices de l'étude. Si ce discours prend racine dans différents cercles catholiques à la fin des années 90, il a désormais trouvé un écho au-delà du cercle religieux, dans le paysage politique européen et ailleurs.

Comment ces campagnes ont-elles trouvé un écho auprès des politiques ?

Les formes prises par les campagnes anti-genre sont de plus en plus diverses et sont désormais portées par la société civile ou par le politique. « Au fil des années, un nombre croissant de partis politiques se sont ainsi emparés de ces questions au point de devenir dans des pays comme l'Allemagne, la Hongrie voire la Belgique les principaux acteurs de ces mobilisations. Souvent situés à la droite et à l'extrême droite de l'échiquier politique, ces partis politiques ne visent pas seulement à s'opposer aux droits des femmes ou des minorités de genre ou sexuelles, mais voient également dans les campagnes anti-genre un véhicule pour toucher de nouveaux publics, consolider leur assise sociale et leur présence médiatique et intellectuelle », détaillent les experts.

Les discours anti-genre se sont amplifiés à partir de 2022. En 2019, le programme du Vlaams Belang ne comporte qu'une seule fois le terme genre alors qu'en 2024, il y consacrait tout un chapitre. Du côté de la NVA ou du MR, le terme genre est alors mobilisé de manière positive, rapporte l'étude « pour appuyer sur leur volonté de lutter contre les violences sexuelles ».

La diffusion de ces discours anti-genre est donc récente, révèle l'étude, qui table sur les années 2022-2023 et pointe « les débats sur le wokisme » comme point de bascule : « Ceux-ci ont ouvert une séquence médiatique et politique inédite qui a largement contribué à la diffusion des idées anti-genre en Belgique. On observe un phénomène clair de contagion entre l'extrême droite et des franges de la droite traditionnelle. On constate en outre les effets croissants d'une diffusion et d'une importation de discours, stratégies et polémiques dont l'origine est souvent à situer en France, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. » Si l'extrême droite joue un rôle majeur dans la propagation de

ces discours anti-genre, l'étude note que l'influence n'est pas la même au nord et au sud du pays : l'influence d'un Belang est incomparable avec celle du micro parti Chez Nous.

Quelles conséquences en Belgique ?

La Belgique a été très longtemps épargnée, selon les experts. Grâce notamment à des rapports entre l'Eglise et l'Etat historiquement pacifiés, qui laissent peu de place aux mobilisations catholiques conservatrices. Mais aussi grâce au peu d'intérêt que l'extrême droite a manifesté pour les questions de genre et de sexualité. Par ailleurs, le timing des réformes éthiques en Belgique s'est avéré crucial : les campagnes anti-genre ont commencé à s'étendre dans les années 2010. Or, le mariage homosexuel, l'adoption par les couples homosexuels, la première loi en faveur des personnes trans et celle encadrant l'euthanasie ont toutes été adoptées avant cette période.



Le 13 septembre 2023, un tag « No Evras » (éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle) a été apposé sur une école de Charleroi. © BELGA.

Le rapport révèle toutefois que certaines lois, comme celle en faveur des personnes transgenres, sont devenues dernièrement des catalyseurs pour ces lobbys anti-genre : « Elles incarnent à merveille le discours sur l'« idéologie du genre » tout en offrant des ponts vers d'autres combats, au premier rang desquels la lutte contre le wokisme », développent les auteurs.

L'extrême droite flamande (Vlaams Belang) a constitué le principal relais politique des revendications anti-trans ces dernières années. Et a fait de la question du genre l'un de ses derniers arguments de campagne lors des dernières élections fédérales. Côté francophone, le micro parti d'extrême droite Chez Nous, mais aussi une frange du parti libéral, se sont saisis de la question trans. On se souvient par exemple du vice Premier David Clarinval (MR) recommandant à

ses abonnés Twitter la lecture du livre *Transmania*, où les autrices opèrent un lien entre transidentité et pédophilie, arguant que « l'idéologie transgenre et ses dérives ouvrent une brèche intéressante pour l'avancée des revendications pédophiles ».

Si la Belgique a longtemps été préservée des initiatives anti-genre, force est de constater que ce n'est plus le cas aujourd'hui. Et à voir la jeunesse de certains militants, tout porte à croire que ces campagnes sont là pour durer. Mais, pour le moment, « les attaques frontales sont rares », notent les auteurs. Qui relèvent cependant que les acteurs anti-genre mobilisent plus souvent « le registre de la pente glissante et des effets pervers, emblématique du discours réactionnaire ».